

Préfet des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est
Unité départementale des Vosges**

24 DEC. 2019

**Arrêté n° 826/2019/DREAL/UD88 du
mettant en demeure la société EGGER PANNEAUX & DECORS
sise sur les communes de Rambervillers et Jeanménil
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 08 décembre 2017 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 autorisant la société EGGER PANNEAUX & DECORS à exploiter une installation de fabrication de panneaux de particules à Jeanménil et Rambervillers, zone industrielle de Blanchifontaine ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2019 ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société EGGER PANNEAUX & DECORS par courrier en date du 27 novembre 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations au projet d'arrêté de mise en demeure apportées par la société EGGER PANNEAUX & DECORS en date du 11 décembre 2019 ;
- Considérant** le constat de dépassement de la valeur limite d'émission fixée pour le chlorure d'hydrogène effectué dans le cadre de la visite d'inspection du 03 octobre 2019 et rapporté dans le rapport d'inspection susvisé ;
- Considérant** le constat d'absence de surveillance environnementale pour les paramètres « poussières » et « HAP » ;
- Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2.3.1 et 11.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 susvisé ;
- Considérant** les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;
- Considérant** que le retour à la conformité nécessite un investissement complémentaire permettant de traiter le polluant émis en excès ;
- Considérant** que les observations apportées par la société EGGER PANNEAUX & DECORS en date du 11 décembre 2019 concernent les délais prescrits ;
- Considérant** que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Arrête

Article 1 - La société EGGER PANNEAUX & DECORS dont le siège social est situé Avenue d'Albret à RION LES LANDES CEDEX 01 – 40371, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises sur les communes de Jeanménil et Rambervillers :

- la valeur limite d'émission en chlorure d'hydrogène au débouché de la cheminée principale de l'usine, dénommée « conduit n° 1 », fixée à l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 **avant le 1^{er} octobre 2020** ;
- les prescriptions de l'article 11.2.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant sur la surveillance dans l'environnement des retombées de poussières et HAP, **avant le 1^{er} mars 2020**.

Article 2 - Afin de justifier du respect de la présente injonction préfectorale, la société EGGER PANNEAUX & DECORS fournira au préfet des Vosges :

- **avant le 1^{er} février 2020**, le descriptif de la solution technique retenue pour compléter le traitement des émissions atmosphériques de l'usine ainsi que le planning des travaux envisagés pour assurer la mise en place de cette solution technique ;
- **avant le 1^{er} mars 2020**, la copie du(es) bon(s) de commande du dispositif de traitement des émissions atmosphériques de l'usine ;
- **avant le 15 décembre 2020**, les résultats d'une mesure des émissions de chlorure d'hydrogène du conduit n° 1, réalisée postérieurement à la mise en service des dispositifs de traitement, par un laboratoire extérieur agréé en application des dispositions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2358/2018 du 15 novembre 2018 susvisé ;
- **avant le 1^{er} février 2020**, le plan de surveillance prévu à l'article 11.2.2.1, de l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018, mis à jour pour tenir compte de l'ensemble des paramètres prescrits ;
- **avant le 1^{er} mars 2020**, le bon de commande de la surveillance à réaliser sur la base de ce nouveau plan de surveillance ;
- **avant le 1^{er} juillet**, le rapport de surveillance environnementale, réalisé conformément au plan de surveillance susvisé et intégrant les résultats des analyses sur les poussières et les HAP.

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EGGER PANNEAUX & DECORS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée aux maires de Jeanménil et Rambervillers.

Fait à Épinal, le **24 DEC. 2019**

Le Préfet,


Pierre ORY

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.